



**CDEN du 12 mars 2024.
Déclaration liminaire**

Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Lundi 11 mars, le premier ministre affirmait, dans une envolée lyrique, que « c'est la victoire de l'École qui sonnera le glas de l'obscurantisme ». Nous ne débattons pas du caractère laïc ou non de cette citation, mais le premier ministre aurait pu ajouter l'adjectif « publique » à « école », car c'est bien l'école publique seule qui lutte contre toute forme d'obscurantisme. Cela aurait permis de clore la séquence ouverte par l'éphémère ministre Oudéa-Castéra : non, l'école privée ne fait pas partie de l'École de la République.

Mais une telle envolée ne peut pas contredire les faits. Pour que l'école publique puisse assumer son rôle de lutter contre et de vaincre les obscurantismes, encore faut-il lui donner les moyens tant humains qu'en termes d'objectifs.

Sur la question des moyens humains, nous démontrerons que, loin des annonces de décembre qui, par un tour de passe passe budgétaire, donnent l'illusion de créations de postes ; la réalité c'est que l'école n'a plus les moyens de jouer son rôle, que des années de pénurie font que le système éducatif est à l'os.

Sur la question des objectifs, le « choc des savoirs » dessine une école venant tout droit d'un passé mythifié. Ces mesures signent en fait le renoncement à lutter contre les inégalités scolaires et donc sociales en même temps qu'elles les actent. Les groupes de niveaux, dont on ne sait pas à cette heure s'ils existeront ou non, vont organiser le tri social, le nouveau rôle assigné au brevet des collèges de barrer l'entrée au lycée enverra dans des classes de relégation dites « prépa-lycée » plus de 10 % des élèves de troisième. Le retour à une progression annuelle au détriment d'une progression par cycle sera défavorable aux élèves les plus éloignés des codes scolaires et seront à coup sûr les plus concernés par le redoublement. Toutes ces mesures vont favoriser l'exclusion d'une partie de nos élèves les plus fragiles socialement et scolairement, en même temps qu'elles vont accroître le sentiment d'abandon et de rejet. Dès lors, comment s'étonner qu'une partie de cette jeunesse abandonnée se réfugie dans les obscurantismes ?

C'est bien parce qu'elles provoquent un conflit de valeurs très important que l'ensemble des personnels s'oppose au choc des savoirs. Ils ont eu l'occasion de le montrer le 1^{er} février en participant massivement aux manifestations et depuis en se rassemblant régulièrement devant leurs établissements. Le gouvernement aurait tort de croire que la colère redescend et le 19 mars sera une nouvelle journée d'expression de cette colère.

Le vent réactionnaire qui souffle ne se limite pas aux contours du gouvernement. Si l'idée du conseil départemental de faire de la jeunesse sa priorité peut être louable, à lire l'édito du président Philippe Gouet dans le dernier Loir-et-Cher Info, on ne peut qu'être très inquiets du sens

donné à cette priorité. En affirmant que « la patience, la discipline, le sens du service, le don de soi, l'autorité, ne sont pas des valeurs obsolètes mais bien le ciment de l'avenir que nous devons construire. », il défend l'idée d'une jeunesse docile, non rebelle et qui devra se couler dans le moule du monde tel qu'il existe aujourd'hui. Bref, d'une jeunesse qui se tient sage. C'est tout à fait cohérent avec l'annonce de l'expérimentation de l'uniforme dans un des collèges du département.

Dans l'état où est notre système éducatif aujourd'hui, vouloir régenter la tenue vestimentaire de nos élèves pourrait paraître bien dérisoire si là encore, il ne s'agissait pas d'une vision totalement rétrograde. Nous le rappelons ici : d'abord, jamais l'uniforme n'a été institué de façon massive en France. La blouse portée jusque dans les années 60 n'avait que pour objet de protéger les tenues à une époque où les élèves écrivaient à la plume. Ensuite, jamais un uniforme n'a permis de palier l'absence de personnel, pas plus qu'il n'a aidé les élèves dans l'acquisition des connaissances. Il ne s'agit au mieux que d'une mesure gadget destinée à flatter les franges les plus réactionnaires de la population. La FSU fera tout son possible pour que cette expérimentation ne voie pas le jour.

Par ailleurs, annoncer la priorité pour la jeunesse tout en maintenant la volonté de fermer un collège, qui plus est REP+, est pour le moins contradictoire. Sur ce sujet, nous ne pouvons qu'exprimer notre profonde colère à la lecture du communiqué de presse du 28 février. Vous faites le choix de balayer la solution d'une construction d'un nouvel établissement sans avoir réellement étudié le *scenario*. Vous laissez entendre que les deux seuls scénarios sont le *statu quo* et la fermeture sèche du collège avec une nouvelle sectorisation sur Blois. Aucune réelle concertation n'a eu lieu avec les représentants du personnel, c'est à dire les organisations représentatives, puisque vous avez fait le choix de nous écarter des comités de pilotage. De notre côté, nous avons travaillé à tous les scénarios et nous arrivons à la conclusion que la fermeture sèche est le *scenario* du pire. Nous avons observé et travaillé à un multisecteur que nous aurions pu présenter en comité de pilotage si vous nous en aviez laissé la possibilité. Mais contrairement à tout ce que vous avez pu annoncer, vous avez fait le choix de travailler seuls. Ce soir, nous espérons pouvoir développer nos scénarios à l'occasion du point dont nous avons demandé l'ajout à l'ordre du jour. Aujourd'hui encore les personnels du collège étaient massivement en grève. Au-delà de la fermeture, c'est aussi leur mise à l'écart qu'ils dénoncent.

L'ordre du jour de ce CDEN concerne la carte scolaire du premier degré et la préparation de rentrée dans les collèges et SEGPA. Nous y reviendrons plus en détail au cours de notre instance, mais cette préparation de rentrée se déroule dans des conditions rarement vues. Les annonces du ministre d'alors en décembre ont rebattu les cartes et ont mené les services à devoir retravailler la rentrée. La suppression d'une heure d'enseignement en sixième, la mise en place des groupes de niveau ont désorganisé totalement la préparation.

Dans le premier degré, plus de 15h d'instances ont déjà eu lieu, 3 rassemblements spécifiques, dont celui de ce soir, ont réuni plusieurs fois une centaine de personnes dont des élus locaux et des parlementaires. Malgré tout cela, force est de constater que le département ne dispose pas des moyens pour faire une rentrée dans des conditions propres à favoriser les apprentissages et lutter contre l'échec scolaire en tout point du territoire. Nous montrerons qu'au final, il y aura certes moins d'élèves, mais que leurs conditions d'apprentissage seront plus dégradées.

L'Éducation nationale prépare l'avenir. À un moment où les crises se succèdent, où toutes les intelligences devront se regrouper pour relever les défis qui nous attendent, où l'élévation des qualifications et le développement des connaissances doivent permettre à la jeunesse de trouver sa place dans un monde toujours plus complexe, il est urgent de rompre avec les politiques passéistes et de redonner une ambition progressiste et démocratique à notre système éducatif.